



# Intervention syndicale

N° 18 - 31 MAI 2026

## ÉDITORIAL : Appel à la grève des AESH le 9 juin prochain.

Le 9 juin prochain les AESH – Assistants d'Élèves en Situation de Handicap – sont appelés à la grève – et les autres personnels par solidarité aussi, les préavis de grève les concernant tous par les fédérations FSU, UNSA, CGT, SUD, CFDT, et le SNALC. Cet appel à la grève n'est pas une journée d'action habituelle et poussive, et est d'une nature politique très particulière, demandant un commentaire politique.

En effet, c'est un appel qui fait suite à une victoire, pour dire les choses simplement et de manière un peu exagérée. Citons-le : « *Le ministère de l'Éducation nationale a enfin ouvert des groupes de travail sur l'avenir des AESH. (...) Mais dès ce premier groupe de travail, les limites fixées par le ministère sont apparues inacceptables. (...) Alors que les AESH représentent aujourd'hui le deuxième métier de l'éducation tous ministères confondus en nombre de personnels, le ministère envisage une « fonctionnarisation » limitée à seulement 10 à 20% des AESH.* »

Ce sont donc les limites, en effet inacceptables, d'un premier recul du ministère, qui conduisent à cet appel national à la grève. Cette réalité traduit le rapport de force social réel dans le pays, celui en raison duquel les directions syndicales nationales ont réalisé l'unité pour ne plus appeler à rien depuis ... octobre 2025 !

La question des AESH a une énorme importance sociale, humaine et politique.

Ce sont des dizaines et des dizaines de milliers de femmes (à 97% !) en situation de précarité. Une question féministe au tout premier chef, d'abord.

Et c'est un métier non reconnu mais qui s'affirme comme tel. Ce sont les AESH elles-mêmes qui ont modifié le rapport de force par leurs actions, leur expression, leur syndicalisation, souvent par le canal initial de la presse régionale. Elles exigent d'être respectées, payées correctement et reconnues comme exerçant un métier.

Cette exigence, reposant sur leur réalité et la place indispensable qu'elles occupent, est complément à contrecourant des politiques de management visant, à l'Éducation nationale comme auparavant à France Télécom, à détruire les métiers et les pratiques professionnelles acquises pour les remplacer par le pilotage, les items et l'obéissance. En ce sens, les AESH deviennent une avant-garde de la défense de tous les métiers de l'école publique, d'un côté, et du soin aux personnes et de la santé, de l'autre !

Cette exigence a conduit à poser la question de la création d'un corps de fonctionnaire de catégorie B, elle-même diamétralement opposée à toutes les politiques publiques de tous les gouvernements depuis des décennies !

Et c'est là-dessus qu'à la suite de la pression sociale des AESH, des parents, de la société, et de la grève de l'éducation du 31 mars dernier, le gouvernement tente de manœuvrer. Car, bien-entendu, il n'a nulle intention de céder ou de reculer réellement, et ce que veulent par exemple les sénateurs LR, c'est qu'on en finisse avec les AESH, ce danger social entouré de solidarité !

.../...suite page 2

**SOMMAIRE :** Edito : Appel à la grève des AESH le 9 juin prochain. pages 1 et 2

> Ils nous empêcheront pas de lutter page 2

> Sur la situation du syndicalisme à la veille du congrès CGT pages 2 /3/4/5

> Ne les laissons pas nous voler notre 1<sup>er</sup> Mai ! page 6

> **International :** Libération d'Azat Mifthakov page 6



Cette exigence a conduit à poser la question de la création d'un corps de fonctionnaire de catégorie B, elle-même diamétralement opposée à toutes les politiques publiques de tous les gouvernements depuis des décennies !

Et c'est là-dessus qu'à la suite de la pression sociale des AESH, des parents, de la société, et de la grève de l'éducation du 31 mars dernier, le gouvernement tente de manœuvrer. Car, bien-entendu, il n'a nulle intention de céder ou de reculer réellement, et ce que veulent par exemple les sénateurs LR, c'est qu'on en finisse avec les AESH, ce danger social entouré de solidarité !

Sauf que pour manœuvrer, le ministère a ouvert une brèche en concédant le principe de la création d'un nouveau corps de fonctionnaire dans la fonction publique d'État !

**Il faut donc réussir la grève du 9 juin et sa popularisation !**

Deux précisions encore, sur la place respective des syndicats nationaux de l'enseignement public dans cette affaire.

D'une part, on aura remarqué l'absence de la FNEC-FP-FO dans les appelants à la grève du 9. Mais nul doute que les appels régionaux et locaux de FO vont se multiplier.

D'autre part, une place essentielle ici est tenue par la FSU et singulièrement par le SNES-FSU, dans lequel une crise de direction met actuellement en cause sa secrétaire générale, Sophie Vénétitay, qui exprime pourtant une première victoire politique de fait qu'a été la dislocation du dispositif d'Attal et Macron du « choc des savoirs » au collège : la mise en difficulté du gouvernement sur la question, elle aussi centrale, des AESH, en serait une deuxième

Les AESH se sont syndiquées, sans trier aucune organisation, ces dernières années. Elles sont donc aussi, de ce fait, un facteur actif en faveur de l'unité d'action syndicale contre les politiques de tous les gouvernements successifs, pour le soin aux personnes et la défense des enfants et des jeunes !

VP.

**ILS NE NOUS EMPÊCHERONS PAS DE LUTTER!**

APPEL À LA MANIFESTATION DU 20 JUIN 2026

**ILS NE NOUS  
EMPÊCHERONT PAS  
DE LUTTER!**

**Contre toutes  
les répressions  
MANIFESTATION  
SAMEDI 20 JUIN**

**15H À PARIS**

Du siège de la Banque Postale en passant par  
le Ministère des Affaires étrangères  
pour finir au Ministère du travail



**SUR LA SITUATION DU SYNDICALISME  
À LA VEILLE DU CONGRÈS CGT,**

PAR LÉON SERRET PELLOUTIER.

*Les deux articles de Léon Serret Pelloutier, que nous avons publié pendant le congrès confédéral de Force Ouvrière à Dijon, ont, nous en avons eu des retours, amplement circulé à l'intérieur de cette organisation, parmi ses cadres soucieux d'indépendance syndicale et d'action de classe. Il nous écrit à présent à la veille du congrès CGT :*

A propos du congrès FO j'avais engagé une réflexion sur deux sujets clefs :

- est-ce que la direction de la CGT-FO ne serait pas en train de chercher à se donner la possibilité de pratiquer le « dialogue social » avec le RN et l'union des droites au pouvoir en France ?
- est-ce que le « pacifisme » du POI, secteur clef de l'appareil de FO comme d'autre part des sommets de LFI, ne serait pas la couverture d'un tel danger ?

*suite de la page 2*

Au moment où cette saison de congrès confédéraux va se poursuivre par celui de la CGT à Tours les 1-5 juin, et la CFDT les 22-26 juin à Bordeaux, il faut préciser que, en dehors du rôle particulier de telle ou telle force politique (en l'occurrence il s'agissait du POI), ces deux sujets – antifascisme non pas général, mais concret, ici et maintenant, contre le RN et l'union des droites, et pseudo pacifisme pouvant lui tendre un croche-patte – ne sont pas propres à FO !

Car on ne saurait dissocier ces questions : la lutte contre l'arrivée au pouvoir du RN et/ou de l'union des droites, la lutte contre la tenaille Trump/Poutine contre l'Europe dont RN et union des droites sont le relais, donc le positionnement lors des présidentielles, et la lutte immédiate contre la politique du patronat et de l'exécutif Macron/Lecornu, d'ores et déjà « *il-libérale* » comme l'a montré toute la séquence autour du 1<sup>er</sup> mai, qui se poursuit.

Un article-dossier de Victor Fernandez dans le dernier *Politis* aborde ces questions en référence au positionnement, qui fut fondamentalement juste et nécessaire, de la CGT et de la FSU pour le vote Nouveau Front Populaire et le barrage au RN lors des législatives de 2024, positionnement qui a été décisif dans le pays pour empêcher un exécutif Macron/Bardella.

Après avoir cité Sophie Binet : « Nous sommes à un moment de clarification qui peut permettre à celles et ceux qui résistent à l'extrême droite et au néolibéralisme de serrer les coudes et de se rassembler », c'est Caroline Chevet, secrétaire générale de la FSU, qui est citée pour justifier ce positionnement par la réunion de trois facteurs : l'imminence du danger, l'unité de la gauche, et la discussion du syndicat, comme tel indépendant, avec les forces politiques.

C'est vrai, mais Caroline Chevet sous-estime ici le quatrième facteur, qui fut décisif non seulement dans le soutien syndical au NFP, mais dans la victoire relative, mais victoire politique réelle, du NFP : l'aspiration à l'unité pour se défendre de la base et du corps du syndicat, la poussée pour l'imposer.

Elle ajoute, à juste titre, que le syndicalisme aurait dû rester indépendant et si nécessaire mobilisé en cas d'arrivée au pouvoir du NFP.

Toutefois, ceci ne s'est pas produit, et ceci ne s'est pas produit du fait du déni de démocratie, véritable coup d'Etat permanent, de Macron.

Or, les mobilisations syndicales contre l'exécutif macronien, centralisées à l'échelle nationale, n'ont été effectives, et vite stoppées, qu'à deux moments décisifs : lors de la chute de Barnier (grève de masse de l'enseignement public, 5 décembre 2024), et lors de celle de Bayrou (mouvement du 10 septembre 2025, impulsé de l'extérieur des centrales syndicales).

**Depuis maintenant des mois et des mois, l'« unité syndicale » au plan national, c'est l'unité pour ne rien faire au plan national !**

Pourtant, ce qui s'est esquissé pour défendre le 1<sup>er</sup> mai, qui aurait conduit à la censure de Lecornu, a montré son potentiel. Ce potentiel, comme lors du mouvement pour les retraites en 2023, conduirait à la chute du pouvoir exécutif.

**Serait-ce justement pour cela** que l'action nationale centralisée, même la sempiternelle « journée d'action », est laissée aux oubliettes ?

**Mais ce n'est pas là l'indépendance syndicale !**

Dans cet article de *Politis*, nous avons aussi l'interview d'un responsable CGT « oppositionnel », de la stalinienne FSM dont l'alliance avec le POI le

et le surf sur le mécontentement militant légitime, au congrès de Clermont-Ferrand en 2023, n'était pas parvenu à porter à la tête de la confédération Céline Verzeletti (depuis discréditée par sa candidature politique au compte de la division et des purges de LFI), notamment parce qu'il avait été révélé par une syndicaliste iranienne en exil que la FSM en Iran, c'est le syndicat vertical, la Chambre des faisceaux et des corporations des mollahs.

Donc, ce responsable, Eric Sellini, de la Fédération des Industries Chimiques, explique que la lutte contre l'extrême droite est un « vrai sujet », mais que Sophie Binet la coupe de la lutte contre « le système capitaliste », « ADN révolutionnaire » de la CGT. Il déclare crânement :

*« Les urnes, ça ne suffit pas, et si on ne l'aide pas par des mobilisations, il ne se passe rien. »*

Certes ... sauf que les secteurs FSM de la CGT ne se distinguent en rien de la direction confédérale, et donc de l'intersyndicale (et donc du plus petit dénominateur commun de celle-ci : la CFDT !), en matière de « stratégie des luttes » !

### **Pourquoi ?**

Parce que, pas plus qu'eux, ils ne recherchent l'unité et la centralisation de l'action au plan national contre le patronat et le pouvoir exécutif. Ils compensent en disant « on lutte, on lutte », mais c'est bien la centralisation nationale qui a manqué en 2023 pour défendre les retraites, et qui ne s'est que timidement dessinée, montrant pourtant son efficacité potentielle, fin 2024 et en septembre 2025.

Car ce potentiel, c'est le renversement du pouvoir en place. Voilà ce dont le syndicalisme indépendant, pour rester, justement, indépendant, **ne doit pas avoir peur !**

Et en montrant ainsi sa force et sa confiance en soi, donc son indépendance, il serait bien plus efficace contre le RN !

De tout cela il est logique que la FSM ait peur, elle aussi, elle qui défend un bloc impérialiste Beijing/Moscou/Téhéran et donc l'ordre mondial existant, sans aucune indépendance de classe. D'ailleurs, les rodomontades du secrétaire de la Fédéchimie ne nous disent pas s'il aurait, lui, appelé à voter NFP en 2024, tiens donc !

Une parenthèse ici : il arrive - surtout depuis que l'historien Stéphane Sirot s'est prêté à servir cet alibi historique, en fait déplacé, à la FSM et à « Unité CGT » pendant la préparation du précédent congrès confédéral, mais il semble que ce n'est plus vraiment le cas, à voir ... - que les courants de culture « vieux-communistes » dans la CGT ne dédaignent pas trop de se référer maintenant à la Charte d'Amiens et au syndicalisme révolutionnaire, dont ils avaient certes recyclé certains habits, mais en récusant et trahissant toute la tradition des Pelloutier, des Griffuelles et des Monatte.

Cet article de *Politis* revient sur la charte d'Amiens en rappelant que, préconisant la lutte directe contre le patronat et la tenue en dehors de la section syndicale des partis politiques, la Charte d'Amiens peut sembler justifier l'abstentionnisme politique, et donc l'abstentionnisme dans la lutte contre l'extrême droite. Cet argument, qui semble avoir été inspiré à l'auteur par les entretiens avec des responsables FSM à l'encontre du supposé électoralisme de Sophie Binet, est par ailleurs banal et rebattu chez Frédéric Souillot et les dirigeants de FO.

Ce n'est bien entendu nullement le cas, car la Charte d'Amiens contient une autre idée clef, bien connue sinon bien comprise, celle

*.../...suite page 4*

.../... suite de la page 3

de la « double besogne », facile à résumer : la somme de toutes les revendications quotidiennes, c'est une société autre que le capitalisme, qu'il faut d'ailleurs « exproprier », et abolir avec le salariat, dit ce même texte de 1906.

Remarquablement, le journaliste de *Politis* cite alors Léon Trotsky, en 1921 :

« *Le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre était l'embryon du Parti communiste. Retourner à l'embryon serait une monstrueuse régression.* » (voici la référence de cette citation : lettre de Trotsky à Pierre Monatte du 13 juillet 1921, in *Le mouvement communiste en France*, textes choisis et présentés par P. Broué, Minuit, 1967).

Le Parti communiste était un bébé quand Trotsky écrivait cela. Depuis, le bébé a grandi, dégénéré, recyclé les vieilles traditions en les parasitant, et régressé. Au regard de cet avorton de l'histoire, l'embryon de la Charte d'Amiens n'a pas si mauvaise allure en 2026 !

On ne saurait, certes, s'en contenter, et il est significatif que ce dossier de *Politis* se termine sur les mots d'Éric Le Courtois, secrétaire départemental de l'UD FO des Côtes-d'Armor, qui se réclame justement de la Charte d'Amiens pour revendiquer l'antifascisme et l'opposition du syndicalisme au RN, qui dit son inquiétude envers les orientations de sa confédération à ce sujet, et qui veut se rassurer par les mots que Frédéric Souillot a eu à la fin du congrès de Dijon, mais qui insiste :

**« On ne peut pas rester les bras croisés face à la montée du fascisme ».**

De ce point de vue, un évènement important a eu lieu entre le congrès confédéral de la CGT-FO et le congrès confédéral de la CGT, **c'est l'affaire de Carcassonne.**

A Carcassonne comme à Liévin et de nombreuses autres communes, les maires RN montrent ce que serait un exécutif de la V<sup>e</sup> République avec le RN : arbitraire, haine des organisations syndicales, de la jeunesse et de la société civile, et inculture. Les lycéens, filles et garçons, les premières et les premiers, se sont dressés contre ce maire : honneur à la jeunesse !

Il les a alors menacés. Les syndicats et la Ligue des Droits de l'Homme ayant pris leur défense, il a annoncé l'expulsion des syndicats de leurs locaux, parce que « ça coûte cher ». Il n'a pas fait le tri : CGT, FO, FSU, SUD, CFDT, UNSA, CGC.

Au niveau national comme local, toutes les centrales se sont positionnées, sauf la CFTC, où la section locale initialement solidaire a été « recadrée » par la fédération fonction publique. Bon, un peu de discrédit supplémentaire sur la CFTC fonction publique ne gênera pas la lutte des classes. L'important ici est la réalisation de l'unité, FO pleinement incluse.

**Le dialogue social c'est déjà difficile, même avec la bonne volonté des dirigeants, avec le RN cela le sera encore plus, n'est-ce pas ? ...**

Il ne doit pas y avoir de « dialogue social » avec le RN et l'union des droites, comme il ne devrait déjà pas y en avoir avec le pouvoir actuel pour qui le « dialogue social » est l'intégration des syndicats à ses décisions et à leur application.

Le congrès confédéral de l'organisation la plus importante du point de vue de la lutte des classes, qu'est la CGT, va donc s'engager sur la base de documents, longs et lourds il faut le dire, mais qui se distinguent d'emblée de ceux du congrès de FO par deux aspects :

D'une part, la mise au centre du danger du RN, et, faudrait-il ajouter,

de l'union des droites, comme il ne devrait déjà pas y en avoir avec le pouvoir actuel pour qui le « dialogue social » est l'intégration des syndicats à ses décisions et à leur application.

Le congrès confédéral de l'organisation la plus importante du point de vue de la lutte des classes, qu'est la CGT, va donc s'engager sur la base de documents, longs et lourds il faut le dire, mais qui se distinguent d'emblée de ceux du congrès de FO par deux aspects.

D'une part, la mise au centre du danger du RN, et, faudrait-il ajouter, de l'union des droites, avec le souci du vote prolétarien pour le RN, impliquant une « responsabilité particulière » de la CGT.

D'autre part, l'absence de triomphalisme ou d'autosatisfaction quant au développement de l'organisation (alors que Frédéric Souillot a balancé le chiffre, très douteux, des « 500 000 adhérents retrouvés »).

A partir de là, toutes les questions vont se poser.

La lutte pour empêcher l'arrivée au pouvoir du RN et de l'union des droites, en effet, mise à juste titre au centre des discussions par Sophie Binet, devrait conduire, si l'on veut être efficace, **à rechercher l'action centralisée contre le gouvernement actuel, cette action qui a disparu dans un trou noir soi-disant « unitaire » depuis octobre 2025.**

Elle devrait conduire aussi à la solidarité internationaliste avec tous les peuples qui combattent l'ordre barbare de la multipolarité impérialiste contre tous leurs ennemis capitalistes impérialistes : les Palestiniens (indépendamment du Hamas), les Ukrainiens, les Vénézuéliens contre le régime maduriste maintenu par Trump et Delcy Rodriguez (avec l'aide de l'expert-comptable Mathieu Pigasse !), les Maliens contre le régime militaire tenue à bout de bras (défaillants) par la Russie, les peuples d'Iran contre le régime des mollahs et les bombardements de Trump et de Netanyahu, le peuple cubain contre le blocus et l'étouffement US et aussi contre les profiteurs du parti au pouvoir qui tirent avantage de l'accès aux dollars ...

En outre, alors **que l'absence de lutte nationale centralisée et unitaire expose le syndicalisme au danger de la perte de tout contenu**, les documents du 54<sup>e</sup> congrès de la CGT tentent d'aborder concrètement **les questions d'organisation :**

- souveraineté des sections syndicales (loin d'être réalisée aujourd'hui),
- problème des syndiqués isolés,
- place des femmes.

Ils semblent ainsi souhaiter un rôle réel des fédérations de branches industrielles (du type métallurgie, commerce, chimie, agro-alimentaire ...) dans l'organisation de syndicats locaux groupant aussi bien les grosses boîtes, où subsistent de grosses sections CGT, les PME et les isolés de la branche. Le grigri des « syndicats de site », dissolvant les sections syndicales dans des structures informelles prenant la place des Unions Locales, grigri que cultiva particulièrement, un temps, la FSM, semble abandonné.

Mais, pour que les fédérations jouent réellement le rôle de regroupement des salariés de leurs branches ici préconisé, il faudrait une véritable révolution de leur fonctionnement.

Car les vieilles fédés CGT (ce n'est pas mieux à FO), même avec un discours « *lutte de classe et de masse* », ont de longue date laissé

.../... suite page 5

.../... suite de la page 4

les grosses sections dans l'isolement, gérant souvent les fonds sociaux d'entreprises, jusqu'au jour ... où tombe le « plan social ».

C'est un problème politique, le même encore : de vraies actions fédérales nationales et une vraie construction syndicale sortant les grosses sections de leur isolement cultivé de longue date et groupant les salariés des petites boîtes et les isolés, « auto-entrepreneurs », etc., auraient tout de suite un très fort impact social, et donc politique.

On tâchera de revenir sur les enjeux et les débats durant le déroulement de ce congrès.

LSP, le 30/05/26.

## POLITIS

### Congrès syndicaux : le dilemme de la présidentielle

Au mois de juin, après FO, c'est au tour de la CGT et de la CFDT d'organiser leurs congrès. Des rendez-vous très importants pour ces organisations, à un moment où les échéances électorales de 2027. De quoi susciter des débats en interne, notamment sur la lutte contre l'extrême droite.



Article Article paru dans l'hebdo N° 1916

INTERVENTIONS

En 2024, dans sa préface à une réédition du programme du Conseil national de la résistance, **Sophie Binet**, secrétaire générale de la CGT, dressait le parallèle entre 1944 et la période actuelle : « **Nous sommes à un moment de clarification qui peut permettre à celles et ceux qui résistent à l'extrême droite et au néolibéralisme de se serrer les coudes et de se rassembler.** » Ses troupes ont cinq jours pour en discuter au congrès de son organisation syndicale début juin. Dans son document d'orientation, la confédération l'affirme explicitement : « **L'extrême droite est l'ennemie fondamentale des salarié-es et s'oppose en tout point au syndicalisme libre, revendicatif, démocratique, de classe et de masse.** »

**L'extrême droite est l'ennemie fondamentale des salarié-es.**

#### CGT

Consciente de la diffusion des idées du Rassemblement national y compris dans le milieu syndical, elle demande à ses fédérations et unions départementales ou locales de « **sensibiliser et former contre les idées d'extrême droite, et de démettre systématiquement de son mandat syndical toute personne portant des idées d'extrême droite ou soutenant un parti d'extrême droite.** » Un combat pas toujours simple, admet la CGT : « **Malgré ce volontarisme évident, le sujet est difficile à mettre en débat dans certains secteurs, la formation syndicale ayant même, dans certains cas, été refusée pour éviter les conflits et les décisions qui en auraient découlé.** »

**Sur le même sujet : En finir avec Amiens**

Cette question de l'indépendance syndicale n'est pas nouvelle. En 1906, la jeune CGT, alors d'orientation anarcho-syndicaliste, met à l'ordre du jour une motion qui restera connue plus tard comme « **charte d'Amiens** ». Le texte définit que « **l'action économique [des syndicats] doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes.** » Le document ne limite cependant pas l'action des syndicats au domaine strict de leur entreprise mais souligne leur « **double besogne** » : lutter à la fois pour des « **améliorations immédiates** » et pour « **l'expropriation capitaliste** ».

Cette indépendance vis-à-vis des partis ne sera pas du goût de dirigeants communistes. « **Le syndicalisme révolutionnaire d'avant-guerre était l'embryon du Parti communiste. Retourner à l'embryon serait une monstrueuse régression.** », s'agace Léon Trotski, le dirigeant soviétique, en 1921 dans une lettre adressée à la CGT. L'organisation syndicale finit par couper les liens avec le PCF après l'effondrement de l'URSS.

**Appeler à voter pour la gauche ?**

La lutte contre l'extrême droite doit-elle pour autant amener les organisations syndicales à s'impliquer dans la campagne électorale ? La question est loin de faire consensus. Lors des dernières élections législatives, en 2024, la CGT appelait, tout comme la FSU, à [voter pour le](#)

[programme du Nouveau Front populaire](#). Au sein de la FSU, qui représente les agents du service public, la montée de l'extrême droite inquiète.

« **De longue date, il y avait un décalage dans le vote pour l'extrême droite, qui était moins fort chez les fonctionnaires, notamment les cadres A, et chez les femmes, alors que nous représentons des secteurs très féminisés. Aujourd'hui, la tendance se rapproche de la population générale** », déplore Caroline Chevê, la secrétaire générale du syndicat.

**Sur le même sujet : La société civile, vent debout contre le RN**

De quoi motiver un changement de stratégie et appeler à voter pour un candidat ? Pour les législatives, cette décision inédite a été motivée par l'imminence du risque de victoire du Rassemblement national dans un contexte de gauche unie et seulement après que le syndicat a pu échanger avec ces forces politiques. « **Ces trois facteurs étant réunis, nous avons décidé d'appeler à voter pour** », indique la secrétaire générale, tout en soulignant que « **cela ne veut pas dire que c'est devenu quelque chose de rituel.** » Pour l'élection du prochain président, la question n'est pas encore tranchée et dépendra notamment de l'état des forces de gauche. Mais Caroline Chevê prévient : « **[En 2024], si le NFP était arrivé au pouvoir, cela ne nous aurait pas empêchés de construire des mobilisations et de nous confronter à lui si ses orientations ne nous convenaient pas.** »

**On aimerait bien que la CGT n'oublie pas son ADN révolutionnaire. Les urnes, ça ne suffit pas. É. Sellini**

De son côté, dans son document d'orientation, la CGT n'exclut pas la possibilité que, « **dans le champ électoral, des coalitions ou des appels politiques [puissent] être amenés à se construire pour faire barrage à l'extrême droite.** » Certains, au sein de l'organisation, se montrent pourtant critiques face aux appels à voter pour tel ou tel parti politique. Au lendemain du second tour des législatives, en juillet 2024, le magazine *Unité CGT*, voix contestataire, refusait « **d'être "soulagé" par une "victoire" électorale de la gauche en trompe-l'œil et qui masque mal ses divisions, son orientation pro-patronale, pro-UE et pro-guerre.** ». Il s'opposait ainsi à une « **stratégie permanente du "moins mal"** ».

**Sur le même sujet : Sophie Binet et François Ruffin : « Nous devons cheminer ensemble »**

Éric Sellini, secrétaire fédéral de la Fédération nationale des industries chimiques de la CGT (Fnic-CGT) est sur la même position trois ans plus tard : « **On a l'impression que notre direction confédérale prend des vrais sujets [l'extrême droite, NDLR] mais les coupe totalement du système capitaliste. On aimerait bien que la CGT n'oublie pas son ADN révolutionnaire. Les urnes, ça ne suffit pas, et si on ne l'aide pas par des mobilisations, il ne se passe rien.** »



**Danger réel et immédiat**

À la CFDT, qui tiendra son congrès mi-juin, la question apparaît plus tranchée. La confédération a depuis 1988 acté son refus de soutenir un quelconque parti politique. Échaudé par le tournant de la rigueur de François Mitterrand, le secrétaire général du syndicat d'alors, Edmond Maire, avait tranché : « **La CFDT peut et doit donner son opinion sur les propositions politiques, mais elle ne doit plus se faire piéger du fait d'un appel électoral.** » Aujourd'hui, son positionnement n'a que peu changé : « **La CFDT ne se trompe pas quand il faut qualifier le danger réel et immédiat. Nous pensons que les idées d'extrême droite ne sont pas seulement critiquables ou dangereuses, elles sont mortifères.** », indique l'avant-projet de résolutions revendicatives, base de discussion du prochain congrès.

**Sur le même sujet : « Le syndicalisme doit se doter d'une vraie stratégie politique »**

En plus de former ses militants en interne, la confédération prévoit d'interpeller « **les candidates et les candidats afin qu'ils s'engagent publiquement contre les idées d'extrême droite et refusent toute alliance en campagne, et, une fois élus, avec des représentants de l'extrême droite.** » Pour autant, il est toujours difficile d'imaginer la CFDT appeler à voter en faveur d'un parti ou d'une alliance de partis spécifiques.

Au sein de **Force ouvrière**, l'implication dans la campagne électorale est encore moins évidente. En juillet 2025, à l'occasion d'une mobilisation sociale pour la sauvegarde de l'emploi à Mertzwiller (Bas-Rhin), le député RN Théo Bernhardt prend la parole. La scène suscite l'indignation des militants CGT présents. Ils sont expulsés par le service d'ordre de FO. Frédéric Souillot, son secrétaire général, laisse faire. De quoi susciter l'agacement de certains en interne.

**On ne peut pas rester les bras croisés face à la montée du fascisme. É. Le Courtois**

Sébastien Guerre, délégué syndical chez Pro BTP, fait partie de ceux qui ont interpellé Frédéric Souillot sur cette séquence lors du congrès de Force ouvrière en mars. Contacté par *Politis*, il explique s'opposer à « **toute discrimination et refuser les discours visant à faire de l'étranger un bouc émissaire des difficultés économiques et sociales de notre pays. Être fidèle à la charte d'Amiens, c'est aussi rejeter toute politique allant à l'encontre de cette position.** »

Il assure que « **la question de l'extrême droite fait bien partie de discussions** » à FO et que la lutte contre ces idéologies « **est permanente au sein [du] syndicat.** ». Reste que dans le rapport d'action et de trésorerie de FO dressant le bilan depuis 2022, le terme « **extrême droite** » n'est mentionné qu'à deux occasions au fil des 220 pages.

**Sur le même sujet : « Plus que jamais la lutte contre l'extrême droite est légitime et indispensable »**

D'autres sont plus catégoriques sur le sujet. En mars 2026, après la minute de silence ayant eu lieu à l'Assemblée nationale après [la mort de Quentin Deranque](#), l'union départementale de Force ouvrière des Côtes-d'Armor s'indigne : « **L'antifascisme n'est pas une appartenance partisane mais une réponse nécessaire face aux idéologies autoritaires et de rejet.** », indique le communiqué.

Son secrétaire général, Éric Le Courtois, estime que « **[sa] confédération n'avait pas réagi assez clairement. On ne peut pas rester les bras croisés face à la montée du fascisme.** ». Tout en se désolant d'un certain manque d'ambition sur le sujet, il se réjouit que Frédéric Souillot ait réaffirmé l'identité antifasciste du syndicat dans son discours de clôture du Congrès de FO, le 23 avril dernier.

## Ne les laissons pas nous voler notre 1<sup>er</sup> Mai !

**Souvenons-nous** : le 30 avril dernier, veille du 1<sup>er</sup> Mai, le Conseil d'État, sous l'impulsion de la Fédération SUD Commerce, a recadré le Premier Ministre quant à la liberté donnée aux boulangers et aux fleuristes d'occuper leur personnel à cette date au mépris de la loi qui fait de ce jour, symbole par ailleurs de la lutte sociale, le seul férié, chômé et payé de notre calendrier.

Quelques jours après, cette victoire était saluée par plusieurs organisations, qui pointait également la remise en cause de l'État de droit que la manœuvre de Lecornu représentait.

Las, le gouvernement remet le couvert en demandant au Sénat, le 16 juin prochain, d'examiner un nouveau texte autorisant en bonne et due forme ces deux secteurs d'activité à ouvrir le 1<sup>er</sup> mai 2027 en sachant très bien que d'autres commerces par la suite, à commencer par ceux alimentaires, voudront s'engouffrer dans la brèche ainsi créée comme on l'a observé pour le travail dominical.

Les syndicats ont beau à nouveau de manière unanime déplorer la manœuvre, c'est d'une mobilisation digne de ce nom que nous avons besoin à cette date or, pour le moment, seule la Fédération CGT du commerce, rejointe par celle SUD, y appelle.

Comme l'a écrit un illustre révolutionnaire, la dévalorisation du monde humain va de pair avec la mise en valeur du monde matériel :  
**ne les laissons pas nous voler notre 1<sup>er</sup> Mai !**

LD



## ... INTERNATIONAL ...

### AZAT MIFTHAKOV.

Dans le texte Action adopté par le Conseil Délibératif Fédéral National de la FSU le 28 mai 2026, figure cet engagement en faveur d'Azat Mifthakov, prisonnier politique en Russie :

*« La FSU adressera un courrier à l'ambassade de Russie pour demander la libération d'Azat Mifthakov. »*



L'ASSOCIATION «SOLIDARITÉ FREEAZAT» et son comité de soutien alertent :

AZAT MIFTAKHOV, mathématicien Russe et dissident est soumis à la torture dans les geôles poutiniennes.

**Libération d'Azat Miftakhov!**

“Interventions Syndicales” est un bulletin rédigé par les militantes et militants d’

[aplutsoc.org](http://aplutsoc.org) // [aplutsoc@netc.eu](mailto:aplutsoc@netc.eu) //